



Sébastien GUILLOIS
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes
Tél : 06 99 65 83 68
Mail : sguillois@cogep.fr

7 boulevard de Touraine
CS 70232
49302 CHOLET CEDEX

8, rue de la Rainière
Parc du Perray
44300 NANTES

www.cogep.fr

ASSOCIATION MONTJOIE
43 RUE PAUL LIGNEUL
72000 LE MANS

Aux Membres de l'association,

1 OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **MONTJOIE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.


Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.





Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3 JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels aux membres de l'association.

5 RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6 RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIFS À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nantes, le 14 juin 2024

COGEP AUDIT

Sébastien GUILLOIS

Commissaire aux Comptes

A C T I F	Arrêté au 31/12/2023 Durée 12 mois			31/12/2022 12 mois
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruits				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs	232 924,25	-155 990,54	76 933,71	95 055,38
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Terrains	1 513 447,21		1 513 447,21	1 491 867,21
Constructions	23 090 352,48	-14 070 271,02	9 020 081,46	9 764 070,15
Installations techniques matériel et outillage	623 157,15	-537 976,57	85 180,58	105 925,63
Autres immobilisations corporelles	11 989 726,47	-10 274 258,44	1 715 468,03	1 533 416,40
Immobilisations corporelles en cours	178 024,63		178 024,63	14 339,39
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations Financières				
Participations et Créances rattachées	15 000,00		15 000,00	15 000,00
Autres titres immobilisés	75 747,24		75 747,24	75 702,24
Prêts	1 323 070,27		1 323 070,27	1 223 624,27
Autres	152 802,80	-3 900,00	148 902,80	145 889,91
TOTAL I	39 194 252,50	-25 042 396,57	14 151 855,93	14 454 910,58
Comptes de Liaison				
Comptes de Liaison				
TOTAL II				
Actif Circulant				
Stocks et en cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes	4 854,00		4 854,00	41 740,46
Créances				
Créances redevables usagers et comptes rattachés	2 371 215,90		2 371 215,90	1 631 418,49
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	843 954,48		843 954,48	716 602,23
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement	1 500 000,00		1 500 000,00	500 000,00
Instruments de trésorerie				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités				
Disponibilités	17 147 204,55		17 147 204,55	17 371 270,62
Charges constatées d'avance				
Charges constatées d'avance	113 599,30		113 599,30	137 876,80
TOTAL III	21 980 828,23		21 980 828,23	20 398 908,60
Frais d'émission des emprunts				
Frais d'émission des emprunts				
TOTAL IV				
Prime de remboursement des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
TOTAL V				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	61 175 080,73	-25 042 396,57	36 132 684,16	34 853 819,18

PASSIF	Arrêté au 31/12/2023	
	Durée 12 mois	31/12/2022 12 mois
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	1 105 758,61	1 107 588,00
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	7 863 528,04	8 631 338,21
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	7 863 528,04	8 631 338,21
Report à nouveau		
Report à nouveau	3 707 499,35	2 744 184,04
dont report à nouveaux des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 186 494,47	-755 900,12
Excédent ou déficit de l'exercice		
Excédent ou déficit de l'exercice	54 573,96	42 933,68
dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales & médico-sociales		-351 427,98
Situation nette (sous-total)		
Situation nette (sous-total)	12 731 359,96	12 526 023,93
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Subventions d'investissement	312 625,04	328 092,81
Provisions réglementées		
Provisions réglementées	880 414,91	880 414,91
	TOTAL I	13 924 399,91
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs et donation		
Fonds reportés liés aux legs et donation		
Fonds dédiés		
Fonds dédiés	2 705 582,38	1 588 544,96
	TOTAL II	2 705 582,38
Comptes de Liaison		
Comptes de Liaison		
	TOTAL III	
Provisions		
Provisions pour risques	397 821,66	348 445,16
Provisions pour charges	1 152 723,80	1 215 609,60
	TOTAL IV	1 550 545,46
Dettes		
Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associatif)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 244 960,30	8 870 348,48
Emprunts et dettes financières diverses		
Emprunts et dettes financières diverses	49 226,47	42 804,69
Avances et acomptes sur commandes		
Avances et acomptes sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 540 686,00	1 130 907,13
Dettes des legs ou donations		
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes fiscales et sociales	7 782 274,20	7 155 735,14
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés		
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés	46 210,56	2 779,14
Autres dettes (d'exploitation)		
Autres dettes (d'exploitation)	248 555,85	709 646,76
Instruments de trésorerie		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
Produits constatés d'avance	40 243,03	54 466,47
	TOTAL V	17 952 156,41
Ecart de conversion Passif		
Ecart de conversion Passif		
	TOTAL VI	
TOTAL GENERAL	36 132 684,16	34 853 819,18

Compte de résultat

MONTJOIE 2023

	Arrêté au : 31/12/2023		31/12/2022		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Ventes de marchandises						
Production vendue (biens)	540 357,31	1,04	624 725,71	1,37	-84 368,40	-13,50
Autres produits	683 925,33	1,32	933 142,24	2,05	-249 216,91	-26,71
Production vendue (services)	51 864 969,02	100,00	45 525 580,47	100,00	6 339 388,55	13,92
Chiffre d'activité	53 089 251,66	102,36	47 083 448,42	103,42	6 005 803,24	12,76
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation	1 854 393,85	3,58	1 619 350,49	3,56	235 043,36	14,51
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	390 127,13	0,75	532 429,09	1,17	-142 301,96	-26,73
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	55 333 772,64	106,69	49 235 228,00	108,15	6 098 544,64	12,39
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Achat de matières premières et autres						
Autres achats et charges externes	14 519 468,58	27,89	11 138 300,21	24,47	3 381 268,37	30,36
Impôts, taxes et versements assimilés	3 346 271,01	6,45	2 849 824,39	6,26	496 446,62	17,42
Salaires et traitements	25 362 695,42	48,90	23 702 547,53	52,06	1 660 147,89	7,00
Charges sociales	9 891 054,39	19,07	9 124 621,04	20,26	666 433,35	7,22
Dotation	1 930 240,13	3,72	2 086 848,21	4,58	-156 608,08	-7,50
Autres charges	197 101,36	0,38	206 246,69	0,45	-9 145,33	-4,43
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	55 246 830,89	106,52	49 208 288,07	108,09	6 038 542,82	12,27
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	86 941,75	0,17	26 939,93	0,06	60 001,82	222,72
Opération en commun						
Bénéfice attribué, perte transférée Total III						
Perte supportée, bénéfice transféré Total IV						
OPERATION EN COMMUN						
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif im.						
Autres intérêts et produits assimilés	443 347,79	0,85	354 900,14	0,78	88 447,65	24,92
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL V	443 347,79	0,85	354 900,14	0,78	88 447,65	24,92
Charges financières						
Charges financières	179 093,70	0,35	192 798,16	0,42	-13 704,46	-7,11
Autres charges financières						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL VI	179 093,70	0,35	192 798,16	0,42	-13 704,46	-7,11
RÉSULTATS FINANCIERS	264 254,09	0,51	162 101,98	0,36	102 152,11	63,02
RÉSULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	351 195,84	0,68	189 041,91	0,42	162 153,93	85,78
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion	104 736,84	0,20	88 435,08	0,19	16 301,76	18,43
Sur opération en capital	601 475,77	1,16	85 768,62	0,19	515 707,15	601,28
Reprises/provisions et transfert de char						
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL VII	706 212,61	1,36	174 203,70	0,38	532 008,91	305,39
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion	1 127,21	0,00	2 138,22	0,00	-1 011,01	-47,28
Sur opération en capital	738,68	0,00	194,57	0,00	544,11	279,65
Dotation aux amortissements et aux prov.						
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VIII	1 865,89	0,00	2 332,79	0,01	-466,90	-20,01
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	704 346,72	1,36	171 870,91	0,38	532 475,81	309,81
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALAIRES TOTAL IX						
Impôts sur les bénéfices	86 202,00	0,17	40 159,00	0,09	46 043,00	114,65
TOTAL X	86 202,00	0,17	40 159,00	0,09	46 043,00	114,65
PRODUITS	56 483 333,04	108,90	49 764 331,84	109,31	6 719 001,20	13,50
CHARGES	55 513 992,48	107,04	49 443 578,02	108,61	6 070 414,46	12,28
SOLDE INTERMÉDIAIRE	969 340,56	1,87	320 753,82	0,70	648 586,74	202,21
Total XI						
Eng. à réaliser sur ressources affectés	1 017 339,23	1,96	394 381,29	0,87	622 957,94	157,96
Rep. ress. non utilisées Exe antérieurs	-102 572,63	-0,20	-116 561,15	-0,26	13 988,52	-12,00
TOTAL XI	914 766,60	1,76	277 820,14	0,61	636 946,46	229,27
EXCÉDENT OU DÉFICIT	84 873,96	0,11	42 933,68	0,09	11 640,28	27,11

**COMPTE DE RESULTAT
SYNTHETIQUE**

	2023	2022	VARIATIONS	
			€	%
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	56 397 469	50 742 205	5 655 263	11,15%
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	56 264 170	49 602 669	6 661 501	13,43%
RESULTAT COURANT CORRIGE	133 299	1 139 536	-1 006 237	-88,30%
PRODUITS FINANCIERS	357 146	314 741	42 405	13,47%
CHARGES FINANCIERES	179 094	192 798	-13 704	-7,11%
RESULTAT FINANCIER	178 052	121 943	56 109	46,01%
PRODUITS EXCEPTIONNELS	706 213	174 204	532 009	305,39%
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 866	2 333	-467	-20,01%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	704 347	171 871	532 476	309,81%
TOTAL DES PRODUITS	57 460 827	51 231 150	6 229 677	12,16%
TOTAL DES CHARGES	56 445 130	49 797 800	6 647 329	13,35%
RESULTAT ADMINISTRATIF	1 015 697	1 433 350	-417 653	-29,14%
EXCEDENTS INCORPORES	964 227	1 390 416	-426 189	-30,65%
DEFICITS INCORPORES	-3 104	0	-3 104	#DIV/0!
RESULTAT COMPTABLE	54 574	42 934	11 640	27,11%

1. Présentation de l'association

A) Description de l'objet social

L'Association a pour objet la défense, la protection et la promotion des personnes, jeunes et adultes en difficulté.

B) Nature et périmètre es missions

L'association peut notamment :

- Créer et gérer tout établissement ou service destiné à l'accueil, la prise en charge, l'accompagnement de ces personnes dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la santé, de l'insertion, du suivi social, etc. ;
- Collaborer avec des associations et autres organismes, adhérer à des unions ou fédérations poursuivant les mêmes buts ;
- Se doter de moyens de recherche, d'observation et d'évaluation concernant les actions menées ;
- Conduire des opérations de prévention ;
- Mener des actions d'information, de sensibilisation auprès de l'opinion publique ou d'institutions.

Afin de favoriser la réalisation de son objet, l'association peut notamment exercer toute activité, fournir toutes prestations de services ou tous produits, susceptibles de se rattacher, directement ou indirectement à son objet.

L'association peut également participer, par tous moyens, à toutes personnes morales créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création d'associations nouvelles, de fonds de dotation, d'apport, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique, etc.

2. Faits majeurs de l'exercice

A) Les frais de siège

Nous avons reçu le 22 février 2023 l'arrêté qui confirme le taux à 5.53% sur les charges brutes du dernier compte administratif validé

B) Département de la Sarthe

Le CPOM a été signé le 28 septembre 2022 pour une durée de cinq ans, (01/01/2022 au 31/12/2026)
Il intègre les établissements suivants à savoir le CESM, DAU, ETAPES (avec la nouvelle unité Mazagran en juillet de 6 places), ETEM, le SERAFM, le CEJM +DASA, les deux services de suite, le DAPPA et l'habilitation du service Entre'Parenthèses.

Nous avons perçu la dotation globale en douzième sur toute l'année 2023.

Pour rappel en 2022, nous étions en prix de journée jusqu'en septembre.

C) Département de l'Indre et Loire

Nous avons poursuivi nos échanges sur la négociation d'un nouveau CPOM qui devrait être signé dans le courant de l'année 2024.

D) Département de la Vendée

Nous avons reçu le budget exécutoire en fin d'année 2023 mais rétroactif au 1^{er} janvier ; Nous n'en avons pas eu depuis 2021.

3. Règles et méthodes comptables

A) Référentiel Comptable

L'activité associative s'insère dans la vie économique et sociale d'un pays et la comptabilité rend compte de cette activité. Elle se doit de respecter les normes comptables générales. Rendre compte des spécificités des associations, fondations et autres entités sans but lucratif suppose l'affirmation d'un référentiel spécifique. Ce référentiel vient d'être actualisé et précisé avec la parution du règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le dispositif réglementaire qui a introduit la réforme du plan comptable des associations et fondations applicable au 1^{er} janvier 2020 se trouve complété par un règlement spécifique qui vise plus particulièrement les organismes gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS). Ce règlement, référencé ANC n° 2019-04 du 8 novembre 2019, vient s'appuyer sur les dispositions du Plan comptable général et du plan comptable particulier des associations (ANC n° 2018-06). Il émet des règles spécifiques aux organismes gestionnaires d'ESSMS. Les présents comptes ont été établis conformément aux règlements 2020-08, 2021-02, 2022-02 et 2022-04.

Le Code de l'action sociale et des familles impose des règles d'affectation des fonds propres ainsi que, en cas de cessation ou de transfert d'activité d'un établissement, une obligation de restitution des financements publics dans certains cas identifiés. Ces règles sont confirmées.

Comme indiqué ci-dessus, les comptes annuels sont établis et présentés conformément aux règles applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence. Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Concernant la continuité d'exploitation, à l'heure où nous établissons ce rapport, nous n'avons aucun élément qui pourrait nous faire douter de cette continuité d'exploitation.

Aucun changement significatif de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

B) Immobilisations et amortissements

Le traitement des immobilisations et de leurs amortissements a été fait en application du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général ainsi que des règlements ANC ultérieurs applicables l'ayant modifié.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- . Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.
- . Les différents composants d'un bien sont valorisés et comptabilisés dans les mêmes conditions.

Cette règle nous a conduits en 2007 à scinder en composants les constructions qui n'avaient pas été décomposées et à revoir la durée de vie de chacun des composants inhérents à ces constructions. Les modes et durées d'amortissements sont calculés en fonction des durées d'utilisation des immobilisations.

	Durées d'amortissement retenues
Concessions de brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs	2 à 5 ans
Constructions	5 à 50 ans
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans

C) Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition, d'apport ou de fusion.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable.

La valeur d'inventaire est déterminée soit à partir des critères retenus lors des opérations de fusion ou d'apport, soit par référence à différents critères, notamment la valeur réelle des actifs et passifs.

Les prêts inscrits à l'actif immobilisé concernent essentiellement les versements réalisés auprès d'organismes agréés action logement.

D) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

E) Valeurs Mobilières

Elles sont enregistrées à la valeur nominale. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

F) Dettes pour congés à Payer

Pour rappel, les dettes pour congés à payer sont des dettes certaines qui doivent être comptabilisées, comme toute autre dette, à la clôture des comptes annuels (principe de rattachement des charges à l'exercice). Or, l'article R314-26 alinéa 9 du CASF pose le principe du non-financement de la charge correspondante.

La variation annuelle de la charge est comptabilisée au cours de l'exercice en compte 64 (groupe 2 des dépenses). Le refus de financement sera constaté par l'imputation du déficit généré par cette charge non financée en compte « 115-922 report à nouveau des activités sociales et médico-sociales prises en charge sous gestion contrôlée » lors de l'affectation du résultat.

Le montant comptabilisé au titre de cette variation des congés à payer et des charges sociales afférentes correspond à une provision qui s'élève à 588 575 € en 2023 contre une provision 268°236 € au titre de 2022.

4. Notes sur le compte de résultat

Conformément aux dispositions énoncées précédemment, le résultat a été déterminé en distinguant les résultats définitivement acquis et ceux sous contrôle des autorités de tarification. Le résultat comptable est un excédent de 54 574€.

Les principales autorités de tarification sont les Conseils Départementaux de la Sarthe, Indre-et-Loire et Vendée, l'ARS (Agence Régionale de Santé), la DRPJJ (Direction Régionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse) et la DDETS (Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités).

➤ Les produits de tarification sont ventilés de la façon suivante :

Facturation prix de journée : 8 895 k€ contre 20 230 k€ en 2022
Dotation globale : 42 970 k€ contre 20 295 k€ en 2022
Subventions : 1 854 k€ contre 1 619 k€ en 2022

Cette évolution est liée à la signature du CPOM en 2022 avec une dotation globale sur l'année complète en 2023 contrairement à 2022 (Facturation du prix de journée jusqu'en septembre 2022).

5. Autres informations

➤ Engagements donnés

Au 31/12/2023, certains emprunts ont été garantis par un privilège du prêteur de deniers, hypothèque immobilière ou nantissement de compte de titres financiers.
Les dettes concernées représentent un montant de 9 035 500 €.

➤ Engagements reçus

Des emprunts sont couverts par des cautions solidaires. Les capitaux restants dus sur ces emprunts s'élèvent à 2 948 242 €.

➤ Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires comptabilisés en 2023 pour le contrôle légal des comptes et des services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle des comptes s'établit à 32 803

➤ Effectif moyen rémunéré en 2023 (en ETP)

	Exercice 2023	Exercice 2022
Total	632	636

Le montant total des trois rémunérations les plus élevées s'élèvent à 330 443 € au titre de l'exercice 2023.

➤ Contributions Volontaires

Les contributions volontaires ne figurent pas dans le compte de résultat mais font l'objet d'une information dans cette annexe. Le total des heures effectuées par les administrateurs, membres de droit et les bénévoles intervenants sur différents établissements de Montjoie s'élèvent à 3 618 heures.

En valorisant ces heures au taux du SMIC horaire brut chargé, les contributions volontaires s'élèvent donc à 65 244 €.

6. Précisions sur certaines rubriques

Néant

Immobilisations

MONTJOIE 2023

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit. Apports
Frais d'établissement de recherche et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	280 154.50		34 571.64
Immobilisations incorporelles	280 154.50		34 571.64
Terrains	1 491 867.21		21 580.00
Constructions sur sol propre	20 109 106.41		194 220.00
Constructions sur sol d'autrui	9 652.94		
Install générales, agenc. et aménag. des constructions	3 162 671.54		88 067.50
Installations techniques, matériel et outillage industriels	623 563.44		28 149.12
Install générales, agenc. et aménag. divers	9 184 440.48		366 500.12
Matériel de transport	342 797.25		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 236 442.35		334 709.65
Emballage récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	14 359.39		168 304.63
Avances et acomptes			
Immobilisations corporelles	37 154 901.01		1 201 531.02
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participation	15 000.00		
Autres titres immobilisés	75 702.24		45.00
Prêts et autres immobilisations financières	1 373 414.18		147 896.76
Immobilisations financières	1 464 116.42		147 941.76
Total Général	38 899 171.93		1 384 044.42

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement de recherche et de				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		81 801.89	232 924.25	
Immobilisations incorporelles		81 801.89	232 924.25	
Terrains			1 513 447.21	
Constructions sur sol propre		473 365.91	19 829 960.50	
Constructions sur sol d'autrui			9 652.94	
Install générales, agenc. et aménag. des constructions			3 250 739.04	
Installations techniques, matériel et outillage industriels		28 555.41	623 167.15	
Install générales, agenc. et aménag. divers		133 656.15	9 397 284.45	
Matériel de transport			342 797.25	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		321 507.23	2 249 644.77	
Emballage récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		4 639.39	178 024.63	
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles		961 724.09	37 394 707.94	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participation			15 000.00	
Autres titres immobilisés			75 747.24	
Prêts et autres immobilisations financières		45 437.87	1 475 873.07	
Immobilisations financières		45 437.87	1 566 620.31	
Total Général		1 088 963.85	39 194 252.50	

Amortissements

MONTJOIE 2023

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement de recherche et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	185 099.12	52 693.31	81 801.89	155 990.54
Immobilisations incorporelles	185 099.12	52 693.31	81 801.89	155 990.54
Terrains				
Constructions sur sol propre	12 006 368.28	748 709.95	473 365.91	12 371 712.32
Construction sur sol d'autrui	7 521.22	985.29		8 486.51
Const. inst. générales, agencements, aménagements divers	1 413 471.28	276 600.95		1 690 072.21
Installations techniques, matériel et outillage	517 637.81	48 894.17	28 555.40	537 976.57
Autres Inst. générales, agencements, aménagements divers	8 191 518.73	219 950.73	133 656.15	8 277 813.31
Matériel de transport	284 144.59	34 635.26		298 779.85
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 764 600.38	253 833.47	320 788.55	1 697 645.28
Emballages récup et divers				
Immobilisations corporelles	24 255 262.23	1 583 589.82	956 346.01	24 882 506.03
Total Général	24 440 361.35	1 636 283.13	1 038 147.90	25 038 496.57

Ventilations des dotations	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	Dotat dérog	Repr dérog
Frais d'établissement de recherche et de développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles	52 693.31				
Immobilisations incorporelles	52 693.31				
Terrains					
Constructions sur sol propre	748 709.95				
Construction sur sol d'autrui	985.29				
Const. inst. générales, agencements, aménagements d	276 600.95				
Installations techniques, matériel et outillage	48 894.17				
Autres Inst. générales, agencements, aménagements d	219 950.73				
Matériel de transport	34 635.26				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	253 833.47				
Emballages récup et divers					
Immobilisations corporelles	1 583 589.82				
Total Général	1 636 283.13				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions

MONTJOIE 2023

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétrolier				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour investissement				
Provisions pour fluctuation des cours				
Amortissements dérogatoires				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Provisions réglementées				
Provisions pour litiges	274 541.50	82 000.00	34 985.50	321 616.00
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	438 884.00	22 725.00	112 871.00	348 718.00
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charge sociales, fiscales sur congés à	717 449.00	186 870.00	135 140.00	789 179.00
Autres provisions pour risques et charges	135 200.26	2 302.00	24 469.80	113 032.46
Provisions risques et charges	1 564 054.76	293 957.00	307 466.30	1 550 545.46
Provisions pour immobilisations incorporelles				
Provisions pour immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stock et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
Provisions pour dépréciation				
Total Général	1 564 054.76	293 957.00	307 466.30	1 550 545.46
Dotations et reprises d'exploitation		293 957.00	307 466.30	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence				

Créances et Dettes

MONTJOIE 2023

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 323 070.27	49 921.87	1 273 148.40
Autres immobilisations financières	228 550.04	228 550.04	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	2 378 965.90	2 378 965.90	
Personnel et comptes rattachés	3 378.00	3 378.00	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	9 680.00	9 680.00	
Etat, impôts sur les bénéfices			
Etat, TVA			
Etat, autres impôts			
Etat, créances diverses	155 152.60	155 152.60	
Groupes et associés	173 094.33	173 094.33	
Débiteurs divers	507 503.55	507 503.55	
Charges constatées d'avance	113 599.30	113 599.30	
Total général	4 892 993.99	3 619 845.59	1 273 148.40
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	99 446.00		
Montant des remboursements accordés en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, - 5	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à un an maximum à l'origine	1 268.20	1 268.20		
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine	8 243 892.10	796 576.81	2 318 296.48	5 138 818.83
Emprunts et dettes financières divers	49 226.47	49 226.47		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 540 686.00	1 540 686.00		
Personnel et comptes rattachés	3 266 208.69	3 266 208.69		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 163 684.06	4 163 684.06		
Etat, impôt sur les bénéfices	86 202.00	86 202.00		
Etat, TVA				
Etat, obligations cautionnées				
Etat, autres impôts, taxes et assimilés	266 179.45	266 179.45		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	46 210.56	46 210.56		
Groupes et associés				
Autres Dettes	256 305.85	256 305.85		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	40 243.03	40 243.03		
Total général	17 959 906.41	10 502 791.12	2 318 296.48	5 138 818.83
Emprunts et dettes souscrit en cours d'exercice	227 500.00			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	853 677.57			
Emprunts dettes contractés auprès d'associés				

ETAT DES FONDS PROPRES - VARIATION SUR L'EXERCICE

	01/01/2023	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
- Autres Fonds propres sans droit de reprise	1 107 588	0	1 829	1 105 759
Fonds propres sans droit de reprise	1 107 588	0	1 829	1 105 759
- Réserves	59 968	-	59 968	0
- Excédents affectés à l'investissement	3 947 659	58 833	248 932	3 757 559
- Réserves de trésorerie	1 653 998	-	269 426	1 384 572
- Réserves de compensation des déficits	1 833 824	127 300	523 786	1 437 338
- Réserves de compensation travaux	37 045	-	-	37 045
- Réserves de compensation retraite	108 540	-	-	108 540
- Réserves de compensation charges amortissement	990 304	148 170	0	1 138 474
Réserves réglementées	8 631 338	334 303	1 102 113	7 863 528
- Report à nouveau (gestion non contrôlée)	3 500 064	480 371	1 459 430	2 521 004
- Dépenses refusées par l'autorité de tarification	-2 908 415	-215 971	-133 957	-2 990 429
- Résultat sous contrôle de tiers financiers	2 152 515	2 052 015	27 607	4 176 923
Report à nouveau	2 744 164	2 316 415	1 353 080	3 707 499
- Résultat de l'exercice	42 934	54 574	42 934	54 574
Résultat de l'exercice	42 934	54 574	42 934	54 574
- Cession Maillets / CEJM 72	73 047		24 357	48 690
- Hébergement Famille / CEF 72	48 000		8 000	40 000
- Subvention CD72 Travaux mises aux normes/ ETAPES	15 937		1 801	14 136
- Travaux rue Victoire/ MDA	141 109		15 679	125 430
- Travaux ERP/ UPASE 37	50 000	0	0	50 000
- Travaux Achat informatique /MDA49	0	48 008	13 639	34 369
Subv. d'Investis. sur biens non renouvelables	328 093	48 008	63 476	312 625
- Provisions pour renouvellement des immobilisations	880 415			880 415
Provisions réglementées	880 415	-	-	880 415
TOTAL FONDS PROPRES	13 734 531	2 753 300	2 563 432	13 924 399

ETAT DES FONDS DEDIES

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
CSAPA							
TOTAL 4301/ CSAPA	369 398,25	289 398,25	80 000,00	0,00	89 250,00	378 648,25	289 398,25
CAARUD							
TOTAL 4302/CAARUD	141 115,12	122 435,59	18 679,53	0,00	15 000,00	137 435,59	105 673,14
CADA							
TOTAL 3011/ CADA	23 002,64	23 002,64	0,00	0,00	9 025,00	32 027,64	0,00
CPH							
TOTAL 3020/ CPH	17 208,60	14 315,00	2 893,60	0,00	14 154,00	28 469,00	10 400,00
MDA 37							
TOTAL 3750 / MDA 37	82 457,00	82 457,00				82 457,00	82 457,00
CEJM 72							
TOTAL 3067/ CEJM72	999,50	0,00	999,50	0,00	38 284,00	38 284,00	
CEF 72							
TOTAL 3880 / CEF72	53 520,00	53 520,00	0,00	0,00	53 700,00	107 220,00	
CEF 61							
TOTAL 3885 / CEF61	0,00	0,00	0,00	0,00	54 730,99	54 730,99	
RS 72							
TOTAL 4372 / RS 72	16 972,65	16 972,65	0,00	0,00	21 533,24	38 505,89	
CT 53							
TOTAL 4369 / CT 53	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00	
ACT 72							
TOTAL 4376 / ACT72	273 555,40	273 555,40	0,00	0,00	169 558,00	443 113,40	217 819,40
ACT 44							
TOTAL 4377 / ACT44	375 028,40	375 028,40	0,00	0,00	273 064,00	648 092,40	197 188,40
ACT 49							
TOTAL 4378 / ACT 49	231 537,40	231 537,40	0,00	0,00	121 242,00	352 779,40	199 457,40
EMSP 49							
TOTAL 4901/ EMSP 49	3 750,00	3 750,00	0,00	0,00	77 798,00	81 548,00	0,00
MDA 49							
TOTAL 4902/ MDA 49	0,00	0,00	0,00	0,00	202 270,82	202 270,82	0,00
TOTAL FONDS DEDIES							
TOTAL FONDS DEDIES	1 588 544,96	1 485 972,33	102 572,63	0,00	1 219 610,05	2 705 582,38	1 102 393,59

ETAT DES ENGAGEMENTS RETRAITE

* Selon la méthode actuarielle avec les hypothèses suivantes:

- taux actualisation: 3,17%
- revalorisation salariale annuelle: 2%
- charges patronales: 36%
- convention collective du 15 mars 1966
- turn over : 12,5% constant
- table de mortalité: INSEE 2019-2021
- âge de départ à la retraite : 64 ans

Le montant de la provision retraite (sur la base des effectifs présents au 31/12/2023 en CDI) s'élèverait à 557 K€.

* Au niveau de l'association, la méthode retenue dans les comptes annuels est la suivante:

Nous calculons le montant des indemnités de départ à la retraite pour l'ensemble des personnes âgées de 54 ans et plus, à la clôture de l'exercice, selon les modalités prévues dans la convention collective 66, et provisionnons 1/3 sur les 3 dernières années avant le départ prévisionnel.

Le montant de la provision retraite à la clôture de l'exercice s'élève à 346 718 €.

* Les éléments ci-dessous sont communiqués à titre informatif en vue d'une meilleure information financière.

Ressources disponibles	455 258 €
Réserve de compensation retraite	108 540 €
Provisions pour retraite	346 718 €

* Les ressources disponibles ne couvrent donc que 81,73 % de l'engagement.

ETAT DES CHARGES et PRODUITS CONSTATES D'AVANCEAu BILAN ACTIF

	31/12/2023	31/12/2022
Charges constatées d'avance	113 599	137 877
Charges constatées d'avance	113 599	137 877

Au BILAN PASSIF

	31/12/2023	31/12/2022
487 - Produits constatés d'avance	40 243	54 466
Produits constatés d'avance	40 243	54 466

ETAT DES CHARGES A PAYER et PRODUITS A RECEVOIRAu BILAN ACTIF

	31/12/2023	31/12/2022
4181 - Clients -Factures à établir	23 182	16 761
4287 - Personnel, produits à recevoir	3 378	26 476
4687 - Autres produits à recevoir	126 600	147 347
Produits à recevoir	153 160	190 584

Au BILAN PASSIF

	31/12/2023	31/12/2022
4081 - Fournisseurs, Factures non parvenues	243 591	164 121
4282 - Personnel, dettes provision congés payés	2 605 377	2 209 696
4286 - Personnel, autres charges à payer	454 846	837 009
4382 - Org sociaux, charges s/prov congés payés	1 270 121	1 077 226
4386 - Org sociaux, autres charges à payer	786 784	984 924
4486 - Etat, autres charges à payer	22 522	22 522
4686 - Autres charges à payer	80 911	79 807
Charges à payer	5 464 151	5 375 305

DETAIL DES PRODUITS et CHARGES EXCEPTIONNELS

	31/12/2023	31/12/2022
771 - Produits exceptionnels sur opération de gestion	104 737	88 435
775 - Produits des cessions d'actifs	538 000	800
777 - Quote-Part Subvention Investiss. virée au résultat	63 476	49 825
778 - Autres produits exceptionnels		35 144
Produits exceptionnels	706 213	174 204
671 - Charges exceptionnelles sur opération de gestion	1 127	2 138
675 - Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	739	195
Charges exceptionnelles	1 866	2 333

DETAIL DES TRANSFERTS DE CHARGES

	31/12/2023	31/12/2022
791 - Transfert de charges d'exploitation	82 661	25 124
Transfert de charges	82 661	25 124

CONTRIBUTION DES ETABLISSEMENTS AU RESULTAT 2023

ETABLISSEMENT	CHARGES	PRODUITS	RESULTAT COMPTABLE	RESULTAT REPORTE	RESULTAT A AFFECTER
DIRECTION GENERALE	3 061 663	2 883 458	- 178 205	-	- 178 205
GESTION LIBRE	2 376	357 626	355 249	-	355 249
CESM	3 588 769	3 763 356	174 587	50 000	224 587
UAU	2 078 317	2 047 988	- 30 329	-	- 30 329
ETAPES	3 198 423	3 318 982	120 560	100 000	220 560
ETEM	3 326 316	3 670 018	343 702	150 000	493 702
SERAFM	10 599 962	10 870 544	270 582	100 000	370 582
SDS LA FERTE	191 835	255 373	63 538	-	63 538
SDS LE MANS	245 048	303 386	58 339	-	58 339
CEJM 72 - DASA	760 130	803 899	43 769	-	43 769
ENTRE-PARENTHÈSE	554 792	551 334	- 3 458	-	- 3 458
DAPPA	490 314	539 405	49 091	-	49 091
EMAF	173 785	185 920	12 135	-	12 135
UPASE 37	9 818 831	8 416 276	- 1 402 554	-	- 1 402 554
PEAD 37	297 630	303 468	5 838	-	5 838
CEJM 37	327 735	324 042	- 3 693	-	- 3 693
MDA 37	567 334	642 598	75 265	-	75 265
MDA 49	959 413	1 137 731	178 318	-	178 318
UPASE 85 MECS	3 932 957	4 013 022	80 065	37 933	117 997
UPASE 85 AED	1 473 797	1 213 147	- 260 650	7 919	- 252 731
CEFM 72	2 270 099	2 059 791	- 210 307	- 3 104	- 213 411
CEFM 61	2 200 493	2 093 031	- 107 463	895	- 106 567
CSAPA	1 365 602	1 364 723	- 879	149 485	148 606
CAARUD	350 072	341 882	- 8 190	16 929	8 739
Communauté Thérapeutique	1 402 544	1 401 409	- 1 135	43 815	42 680
ACT 72	1 015 686	1 117 952	102 267	118 391	220 658
ACT 44	1 249 908	1 316 624	66 716	67 511	134 227
ACT 49	879 841	1 076 031	196 189	82 365	278 554
EMSP 49	291 618	345 939	54 321	-	54 321
CADA	1 135 507	1 123 549	- 11 958	30 000	18 042
CADA Autres	42 791	41 534	- 1 258	-	- 1 258
CPH	932 176	958 517	26 341	8 985	35 325
CPH Autres	20 433	21 973	1 540	-	1 540
Maison Relais	331 763	331 338	- 424	-	- 424
Résidence Sociale	270 915	278 148	7 233	-	7 233
APPUI 72	147 722	146 462	- 1 260	-	- 1 260
ASLM	179 648	170 343	- 9 305	-	- 9 305
CUMUL ASSOCIATION	59 736 246	59 790 820	54 574	961 124	1 015 698

PROPOSITIONS D'AFFECTATION DES RESULTATS 2023

ETABLISSEMENT	RESULTAT A AFFECTER	RESERVES				REPORT A NOUVEAU	
		A L'INVESTIS- SEMENT	DE TRESORERIE	COMPENSATION DEFICIT	COMPENSATION CHG d'AMORT.	EXCEDENT	DEFICIT
DIRECTION GENERALE	- 178 205						- 178 205
GESTION LIBRE	355 249					355 249	
CESM	224 587			112 293	112 293		
UAU	- 30 329						- 30 329
ETAPES	220 560			220 560			
ETEM	493 702				493 702		
SERAFM	370 582						370 582
SDS LA FERTE	63 538			40 000	23 538		
SDS LE MANS	58 339				58 339		
CEJM 72 - DASA	43 769				43 769		
ENTRE-PARENTHÈSE	- 3 458						- 3 458
DAPPA	49 091			49 091			
EMAF	12 135					12 135	
UPASE 37	- 1 402 554						- 1 402 554
PEAD 37	5 838			5 838			
CEJM 37	- 3 693						- 3 693
MDA 37	75 265					75 265	-
MDA 49	178 318				178 318		
UPASE 85 MECS	117 997			117 997			
UPASE 85 AED	- 252 731						- 252 731
CEFM 72	- 213 411						- 213 411
CEFM 61	- 106 567						- 106 567
CSAPA	148 606				148 606		
CAARUD	8 739				8 739		
Communauté Thérapeutique	42 680				42 680		
ACT 72	220 658			70 658	150 000		
ACT 44	134 227			34 227	100 000		
ACT 49	278 554			78 554	200 000		
EMSP 49	54 321				54 321		
CADA	18 042			18 042			
CADA Autres	- 1 258					1 423	- 2 681
CPH	35 325			17 663	17 663		
CPH Autres	1 540					1 540	
Maison Relais	- 424						- 424
Résidence Sociale	7 233					7 233	
APPUI 72	- 1 260						- 1 260
ASLM	- 9 305						- 9 305
CUMUL ASSOCIATION	1 015 698	-	-	764 924	1 631 966	452 846	- 1 834 038

COGEPA